

L'entreprise du présidentiable Bayrou : de l'UDF au Mouvement démocrate

Stéphanie Abrial

► **To cite this version:**

Stéphanie Abrial. L'entreprise du présidentiable Bayrou : de l'UDF au Mouvement démocrate. Revue Politique et Parlementaire, Colin, 2007, pp.105-112. <halshs-00383273>

HAL Id: halshs-00383273

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00383273>

Submitted on 12 May 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

"L'entreprise du présidentiable Bayrou : de l'UDF au Mouvement démocrate"
Revue Politique et Parlementaire, Paris, n°1044, juillet-août-septembre 2007.

Stéphanie Abrial

Pour François Bayrou, les deux temps des scrutins de 2007 ont été particulièrement contrastés. En obtenant 18,6% des suffrages le 22 avril, à l'issue d'une campagne qui ne lui semblait pas d'emblée favorable, le leader centriste réussit un pari très ambitieux en arrivant troisième du premier tour présidentiel. En n'envoyant que cinq députés¹ (dont un acquis depuis à la majorité présidentielle) à l'Assemblée nationale quelques semaines plus tard, le « Mouvement Démocrate » - créé entre temps, présentant un nombre important de candidats sur l'ensemble des circonscriptions - ne parvient pas à consolider les bases de son entreprise. Le MoDem ne recueille que 7,7% des suffrages au premier tour des législatives et se trouve, de fait, dans une situation peu confortable. Entre temps, le jeu des alliances et des recompositions aboutit à l'implication de plusieurs personnalités centristes dans le gouvernement, à la création d'une entité partisane qualifiée de « Nouveau Centre » ainsi qu'à l'isolement d'autres responsables restés dans le sillon de l'UDF. Ces consultations électorales ont marqué un bouleversement pour le centre. Il est passé, en un temps très court, d'une alliance traditionnelle avec la droite à un positionnement indépendant, au prix d'une rupture interne et d'un affaiblissement partisan. Pour mieux comprendre ce changement, il convient dès lors de revenir plus en détail sur le déroulement de cette séquence à travers l'analyse de la campagne et des propositions du candidat Bayrou, des résultats et de la sociologie de son électorat.

De « l'atomisation de l'UDF »² à la stature de présidentiable de 2007

En 2002, lors de l'élection présidentielle, la droite non-gaulliste apparaissait divisée autour de trois candidatures respectives : celle de Christine Boutin (1,2% des suffrages), celle d'Alain Madelin (3,9%) et celle de François Bayrou (6,8%). Réalisant à peine 12% des suffrages au premier tour, les centristes sortaient quelque peu décomposés de ce scrutin. C'était le résultat d'un long processus d'éclatement interne et d'affaiblissement par rapport à l'autre force politique de l'alliance de droite. Avec la création de l'UMP, on a assisté à une « atomisation de l'UDF » mettant définitivement fin à ses espoirs de domination sur la coalition de droite. Les législatives n'ont pas davantage permis aux centristes de peser dans cette configuration puisqu'au soir du 16 juin 2002, l'UDF totalisait 22 députés³ contre 369 pour l'UMP. On observe, à ce propos, que l'UDF n'a fait que perdre en représentation : 206 députés en 1993, 109 en 1997, 30 en 2002. De fait, la période qui s'ouvre en 2002 semble a priori peu propice à l'influence centriste d'autant plus qu'en interne - outre le départ de Démocratie Libérale vers l'UMP - des problèmes récurrents d'entente demeurent. La participation au gouvernement de Gilles de Robien et de Jean-Louis Borloo se heurte à la stratégie partisane de François Bayrou et atteste de la persistance de positionnements

¹ Sur les 7 circonscriptions où est présent le MoDem au second tour, deux sont perdues (Elisabeth Doineau dans la Mayenne et Jean-Marie Cavada dans le Val-de-Marne) et cinq sont gagnées : François Bayrou et Jean Lassalle (Pyrénées-Atlantiques) ; Thierry Benoit (Ille-et-Vilaine) ; Abdoulatifou Aly (Mayotte) et Jean-Christophe Lagarde (Seine-Saint-Denis). Ce dernier ne reste cependant pas au MoDem qu'il quitte pour rejoindre le groupe parlementaire Nouveau Centre.

² Pierre BRECHON, Bernard DENNI, « Bayrou, Madelin, Boutin ou l'atomisation de l'UDF », in Pascal PERRINEAU, *Le vote de tous les refus, les élections présidentielle et législatives de 2002*, Presses de sciences po, Paris, 2003

³ Les députés centristes atteindront finalement le nombre de 30 après quelques ralliements tardifs.

identitaires distincts, notamment selon les types d'héritages idéologiques (démocratie chrétienne, mouvement radical, libéralisme) présents au sein du parti centriste⁴.

Dans ce contexte, la volonté de se démarquer, la critique systématique de la politique gouvernementale ajoutée aux envies présidentielles de François Bayrou donnent à considérer un centre de plus en plus en opposition vis-à-vis de la droite. Les scrutins de 2004 permettent aux centristes d'afficher leurs ambitions d'autonomie : lors des régionales, ils présentent des listes dans 16 régions (ce qui n'arrange pas l'UMP) et réalisent 12% des suffrages aux élections européennes (contre 9,3% en 1999). A partir de cette période, la coupure avec l'UMP se dessine assez nettement. Fin août 2005, lors de l'université d'été de l'UDF à Giens, François Bayrou donne la tonalité de ce qu'il souhaite mettre en place dans son parti : « Je m'efforce d'avoir une attitude autonome, objective qui dise clairement *oui* quand nous sommes d'accord et *non* quand nous ne le sommes pas ». Quelques jours plus tard, il précise : « Si les mots ont un sens, *rupture*, cela signifie changement profond d'orientation et d'attitude. Si l'on considère, comme c'est mon sentiment, que ces changements sont indispensables, alors on ne participe pas au gouvernement. C'est ce que j'ai choisi »⁵.

La campagne de François Bayrou

Dans les mois qui précèdent le lancement de sa campagne – comme pour mieux anticiper sur la bataille électorale future – le chef de l'UDF se positionne de manière assez systématique sur l'ensemble de l'action gouvernementale. La volonté de se démarquer de l'UMP semble être le leitmotiv essentiel des proches de François Bayrou. Fin octobre 2005, lors de l'examen du volet recettes de la loi de finances 2006, 16 députés centristes s'opposent à la majorité et décident de ne pas voter le budget. Hervé Morin, alors président du groupe centriste à l'Assemblée, explique avoir voté non car ce budget ne lui semblait pas en adéquation avec les attentes de fiabilité, de justesse et d'efficacité. De la même manière, début novembre, le président de l'UDF réproouve fortement l'attitude du chef de l'Etat dans sa gestion des violences urbaines et ne manque pas de souligner « l'absence remarquable » de Jacques Chirac sur ce dossier. Il s'attaque également à Gilles de Robien, et à sa proposition d'instaurer, dans les écoles, une présence policière ainsi que des portiques avec des détecteurs de métaux. Sur la question de la privatisation des autoroutes, l'UDF développe également un discours très critique sur les intentions du gouvernement dans cette action censée réduire la dette publique. L'affaire Clearstream lui donne une opportunité supplémentaire pour insister sur le manque d'honnêteté, de transparence, de rigueur de responsables politiques devant pourtant montrer l'exemple. Bien avant que ne démarre réellement la course à l'Elysée, les centristes se situent ainsi dans une optique allant au-delà du simple énoncé d'autonomie. Ils critiquent les dirigeants du moment et amorcent une stratégie combinant le rappel de valeurs fondamentales pour la démocratie (responsabilité, fiabilité, transparence) telles qu'elles ont toujours existé au sein de la famille centriste et l'attachement à des enjeux de cohésion sociale (justice pour tous, solidarité, humanité, tolérance) que la gauche revendique. Ce point de contact entre droite et gauche, dans le discours, conditionne la stratégie partisane à venir pour l'UDF. Cela permet également de mettre en lumière la manière dont l'identité politique du candidat Bayrou se construit durant toute la période.

S'il sait qu'en interne les tensions entre dirigeants perdurent, François Bayrou est aussi convaincu que les adhérents de son parti le soutiennent dans son ambition électorale. Alors que Gilles de Robien, suspendu des instances dirigeantes du parti, suite à sa participation gouvernementale, tente de remettre en cause l'orientation politique de l'UDF, François Bayrou propose de trancher ce différend par un vote. La proposition, qui intervient fin

⁴ Stéphanie ABRIAL, « Entre libéralisme et centrisme » in Pierre BRECHON, *Les partis politiques français*, La documentation française, Paris, 2005.

⁵ *Le Figaro*, 07-09-2005.

novembre 2005 – avec une consultation des militants prévue début 2006 lors du congrès de Lyon – conduit le président de l'UDF à déposer une motion engageant son parti sur la voie de « l'hypercentre ». L'alternative pour le parti centriste paraît assez simple : soit il se situe dans un système d'alliance avec la droite, soit il rompt avec cette tradition de centre-droit. Pour François Bayrou, le choix est déjà engagé. « S'il n'y a pas de certitude sur l'indépendance de l'UDF, il ne peut y avoir de confiance dans nos idées »⁶. La difficulté qui apparaît alors (mais qui sera le moteur de sa campagne) est celle de son positionnement effectif sur l'échiquier politique. Le leader centriste souligne « qu'aucune alliance, aucun compromis, aucune discussion avec ce Parti socialiste-là, qui est en train une nouvelle fois de faire repartir la grande illusion de la gauche française et donc de préparer les grandes déceptions du futur »⁷ ne sera envisagé. En désaccord avec cet entre-deux, Gilles de Robien – qui était pourtant directeur de campagne de François Bayrou en 2002 – estime ne pas être sûr de voter cette fois-ci pour le candidat UDF. Au final, le ministre de l'Education nationale, se sentant minoritaire auprès des adhérents (dont le nombre est estimé à 30 000 par Bayrou et à 15 000 par de Robien), renonce à déposer un texte d'orientation et à le soumettre au vote. La position d'indépendance de l'UDF se trouve légitimée dès ce moment-là puisque en l'absence des proches de Gilles de Robien, la motion de François Bayrou recueille 90% des voix.

Ainsi, très tôt, François Bayrou est plébiscité par la « base » de son parti. Des réunions de programme sont rapidement organisées et le leader centriste construit alors son image de présidentiable à la fois sur cette assurance partisane et sur une personnalité de plus en plus en confiance. Il développe tout d'abord un charisme dont il n'avait pas vraiment fait preuve jusqu'à maintenant. On se souvient de lui, devant les caméras, donnant une claque à un gamin de Strasbourg en train de lui faire les poches. C'était en 2002 et cet événement très médiatisé – tel un déclic - lui apporte un bénéfice conséquent en matière de figure d'autorité. Cette image va être cultivée. Une grande partie de son discours se construit autour d'un vocabulaire de chef de famille soucieux de préserver ce qui est juste pour les siens et ce qui doit être fait dans le respect de tous. « Permettre aux grandes entreprises de licencier des jeunes sans aucune explication, sans aucune motivation, ce n'est pas juste »⁸ dit-il à propos du CPE. « Je veux que les citoyens, les Français, les Français de base, aient la certitude et la garantie que cette République est la leur. Je veux qu'ils aient la certitude et la garantie que le pouvoir n'est pas en haut, mais avec eux, que leur Président n'hésitera pas à mettre sur le devant de la scène la réalité de la vie des familles »⁹ précise-t-il devant des milliers de supporters venus l'écouter au Zénith. En fin de compte, François Bayrou parvient à intégrer une posture d'homme politique moderne, consensuel et responsable. Dans un contexte où la plupart des candidats jouent sur la fibre du changement et de la proximité, il trouve sa place dans ce répertoire en développant une dimension de bienveillance presque « naturelle » à l'égard de tous¹⁰.

François Bayrou s'inscrit en politique comme s'il voulait s'engager dans une cause humaine d'envergure, décisive pour l'ensemble de la population française, indépendamment du clivage gauche-droite. La force de son approche, en 2007, réside alors dans son mode de

⁶ *Libération*, 13.12.05.

⁷ *Reuters*, 22.11.05.

⁸ *Nouvelobs, le quotidien permanent du Nouvel Observateur*, 18 février 2006.

⁹ Extrait du discours prononcé par François Bayrou, le 23.03.07 à Paris, au Zénith.

¹⁰ Dans un article consacré aux pratiques notablières des élus de l'UDF, Julien Frérel souligne que les « dirigeants centristes ont en commun de présenter des caractéristiques sociales, relationnelles et partisanes qui ne sont pas sans rappeler certaines attitudes typiques des notables de la fin du XIXème siècle : relative indépendance par rapport à leur organisation politique, acquisition d'un portefeuille relationnel dense et, surtout, propension à constituer des groupes sociaux réunis autour de causes non politiques mais susceptibles néanmoins de peser sur les enjeux électoraux et partisans ». François Bayrou semble conforme à cette description. Julien FRETTEL, « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notablières des élus de l'UDF », *Politix*, vol.17, n°65, Paris, 2004.

communication : le candidat centriste utilise les nouvelles technologies, comme internet, de façon habile. Son site Bayrou.fr est lancé le 8 janvier 2007. Toute cette structure a été développée avec des logiciels libres. Y sont organisées des séances de questions-réponses sur de très nombreux sujets aussi bien publics que privés (famille, parcours politique, valeurs...). On constate d'ailleurs l'accueil favorable qui lui est fait sur la toile¹¹. Dans le même temps, le candidat centriste s'investit avec force dans un discours très critique sur le pouvoir des grands groupes médiatiques et les collusions éventuelles avec certains politiques. Qu'il s'agisse de chaînes de télévision, de journalistes ou d'industriels, François Bayrou adopte une attitude très peu conciliante vis-à-vis de ces vecteurs traditionnels de communication. Il montre ainsi que s'il est bien issu d'une tradition politique enracinée dans un passé de notables, il fait partie de son temps, le XXIème siècle, et est aussi capable d'un discours véhément et critique.

Les propositions politiques de l'UDF

Dans un contexte où l'image des candidats prime sur le débat en lui-même¹² et dans un espace politique très marqué par le clivage UMP – PS, les thématiques centristes ont du mal à émerger comme véritables forces de propositions. En une vingtaine de pages, le programme de François Bayrou intitulé « La France de toutes nos forces », s'articule autour de sujets relativement attendus – économie, social, écologie, culture, école... - mais fait également ressortir un certain nombre de propositions plus spécifiques et transversales. Par delà les grands domaines d'action de l'Etat, François Bayrou insiste sur le caractère moral de l'action publique et sur la nécessité de résoudre les problèmes de cohésion sociale. S'agissant de la dette, il précise qu'il fixera une règle : « inscrire dans la Constitution l'interdiction pour tout gouvernement de présenter un budget en déficit de fonctionnement, sauf en période de récession ». De la même façon, il entend « restaurer la République et moraliser la vie publique », « séparer les pouvoirs médiatiques et politiques » et « garantir par la loi l'honnêteté des sondages ». A propos du fonctionnement des institutions, le candidat de l'UDF fait le diagnostic d'une véritable « crise de régime » et souhaite passer à la VIème République. Au mois de janvier 2007, il annonce qu'en cas de victoire, il réduira de 20% les dépenses de l'Elysée, dès la première année de son mandat. Le 26 janvier, il déclare à Orléans, devant des centaines de sympathisants : « Nous allons imposer une République honnête : l'honnêteté élémentaire que nous enseignons à nos enfants ».

On voit ainsi apparaître dans la plupart des domaines abordés, des principes de fond comme le respect, la discipline, la tolérance, l'autorité, la responsabilité, qui s'intègrent aux diverses mesures sur l'emploi (deux emplois sans charge par entreprise ; possibilité d'expérience dans le secteur privé pour les fonctionnaires, mise en place d'un « pacte pour la petite entreprise ») ; sur le social (« allocation unique, par points » compatible avec un salaire, de manière dégressive ; « activité universelle » permettant aux Rmistes de cumuler RMI et activité rémunérée, pendant un certain temps) ; sur l'éducation (contre la modification de la carte scolaire ; pour l'abrogation du décret Robien ; maintien du latin et du grec ; service civique de 6 mois pour les garçons et les filles, suppression de l'ENA) ou encore sur l'Europe (nouveau projet de constitution européenne, plus court, plus clair, approuvé par les citoyens et

¹¹ Le site agoravox.com « a organisé deux jours durant un sondage en ligne sur le premier tour de la présidentielle. Près de 4000 internautes y ont pris part. (...) François Bayrou a d'abord été classé en deuxième position, puis est passé en tête avec 20-21% des voix et son score atteint désormais (26 septembre 2006) 28% » *Le Monde*, 29 septembre 2006.

¹² On pense ici aux travaux de Christophe PIAR qui montrent, à partir de l'analyse de l'ensemble des journaux télévisés de TF1 et F2 (septembre 2006-mai 2007) un déséquilibre certain entre les sujets relevant du « jeu » (game) des candidats et ceux des « enjeux » (issues). PIAR Christophe, (thèse en cours, sous la direction de Jacques GERSTLE) "Communication, information et dynamiques de campagne : la co-production de l'actualité télévisée et son impact sur les attitudes politiques en période électorale", Paris 1.

non ratifié par le Parlement ; poursuite des négociations avec la Turquie et possibilité d'une « Europe à deux cercles »).

Dans son programme, le candidat de l'UDF veut s'adresser à toutes les catégories de la population. Sur la question spécifique du monde agricole ou encore sur celle du droit des femmes ou des relations de confiance avec l'Outre-Mer, il veut pouvoir rassembler sur son nom et n'oublier personne. On retrouve alors la fibre consensuelle et paternaliste qu'il utilise pour évoquer certains secteurs. « Par tradition, par affection, par nécessité, je crois au monde agricole. Je défendrai de toutes mes convictions le modèle agricole français, c'est-à-dire la présence d'exploitations agricoles familiales suffisamment nombreuses pour que la culture agricole française puisse se transmettre et être respectée ». On retrouve dans ce programme l'empreinte du terroir, des traditions, de ce qui rassure et en même temps, on observe une perspective nouvelle fondée sur le refus du clivage gauche-droite : « je veux qu'une politique équilibrée soit enfin mise en œuvre en matière de sécurité. Entre l'angélisme des uns, pour qui les coupables sont d'abord des victimes, et l'obsession répressive des autres, pour qui la présomption de culpabilité est un principe, je crois qu'il existe un équilibre ». Cette notion d'équilibre, d'entre-deux, de justesse dans l'action, constitue le fil directeur de la campagne de François Bayrou. Il va à la rencontre de tout le monde, de toutes les populations : il fait, par exemple, campagne dans l'Hérault, auprès de la population harkie et propose, le 16 janvier 2007, la mise en place d'un « institut de la mémoire » avec le souci « d'aligner les indemnisations des harkis sur celles des rapatriés d'Algérie ».

Le candidat centriste se fixe des « objectifs raisonnables » et il est vrai que, d'une manière générale, il est celui dont le programme est jugé comme étant le moins couteux¹³ : évalué à 27,5 milliards, contre 66 milliards pour Nicolas Sarkozy et 65,8 milliards pour Ségolène Royal.

Opinion, électorat et votes

Il est important de souligner l'impact des sondages dans la façon dont François Bayrou va occuper l'espace public et monter en puissance auprès de l'opinion. En juin 2006, il est crédité entre 6 et 11% des intentions de vote. En septembre, il se situe à 8%, en 4^{ème} position, derrière Nicolas Sarkozy (29%), Ségolène Royal (28%) et Jean-Marie Le Pen (15%)¹⁴. Le 19 janvier, Ifop-Paris-Match lui accorde toujours 12% d'intention de vote. Il apparaît alors en mesure de dépasser Jean-Marie Le Pen. Sur la même période, un autre sondage TNS-Sofres-Figaro Magazine atteste de cette progression : « Avec 38% des personnes interrogées souhaitant lui voir jouer un rôle important, il est, de toutes les personnalités politiques citées, celui qui enregistre la plus forte progression. Encore plus révélatrice en est la répartition : là où M. Sarkozy est apprécié par 78% des électeurs de droite et 27% des personnes se situant à gauche, Mme Royal par 83% des électeurs de gauche contre 33% à droite, M. Bayrou recueille une égale approbation à gauche (40%) et à droite (41%) »¹⁵. La période est propice pour l'UDF : début mars, il atteint un score quasi record avec 20% d'intentions de vote¹⁶. C'est le point culminant de la campagne pour le candidat centriste. De fait, en reprenant les évolutions des intentions de vote publiées par six instituts¹⁷, on relève trois périodes significatives concernant le candidat centriste : François Bayrou est relativement stable de janvier à mi-février (entre 9 et 13%) ; il augmente fortement entre mi-février et début mars

¹³ Ces données ont été produites par la cellule de chiffrage de l'Institut de l'entreprise qui se définit comme un centre de réflexion indépendant, créé en 1975 par une trentaine de grands groupes, collaborant avec un vaste réseau d'experts pour mieux étudier les évolutions et l'environnement des entreprises. <http://www.debat2007.fr>

¹⁴ Sondage CSA publié le jeudi 7 septembre dans le *Nouvel Observateur*.

¹⁵ *Le Monde*, 19 janvier 2007.

¹⁶ Sondage LH2 pour RMC, BFM TV et « 20 minutes », 5 mars 2007

¹⁷ BOY, Daniel, CHICHE, Jean, « Les sondages d'intentions de vote présidentiel : janvier à avril 2007 », Baromètre politique français, CEVIPOF, Paris, 2007. <http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/barometre/bar0.htm>

(de 12 à 23%), se tasse ensuite mais réussit à se maintenir entre 18 et 20% jusqu'à la fin de la période.

Au-delà de la seule approche quantitative, nous pouvons apporter quelques éléments d'appréciation qualitative issus d'un travail de recherche¹⁸. Certains propos tenus sur François Bayrou par des citoyens ordinaires sont tout à fait en lien avec l'image et les attentes qui se forment à ce moment-là. Ils insistent sur la personnalité du candidat, sur ses propositions, sur une certaine éthique et sur l'alternative politique – sortir du clivage gauche-droite – qu'il rend possible. On constate – même si l'analyse de ces données est encore actuellement en cours – que le candidat centriste suscite finalement très peu d'images négatives.

« François Bayrou me plaît beaucoup, j'vous le cache pas heu... parce que heu... il a fait une analyse, c'est ça qui m'a plu chez lui, vous m'direz l'analyse parfois elle est brillante puis après derrière on sait pas s'qui s'fera, il a fait une analyse extrêmement juste, il a osé faire une analyse de la situation, qu'est une analyse au niveau des menaces en particulier des menaces de la dette, cette dette publique, du train de vie de l'Etat, cette analyse est excellente heu... il a fait une analyse de la situation scolaire qu'est excellente, on voit très bien c'qui se passe à l'école aujourd'hui, il a fait une analyse de la culture, comment est délaissée finalement la création aujourd'hui, il a fait une analyse extrêmement pertinente sur les insuffisances en terme de formation et de recherche. Je dirais c'est lui qu'a poussé le plus loin l'analyse » **(homme, 60ans et+, cadre)**

« C'est la personne, son sang-froid, son recul, son euh...et c'est certaines valeurs, quand même. C'est le seul qui a eu...qui s'est quand même...quand il s'est séparé de la droite, c'était risqué pour lui ben euh...il a eu le courage de faire ça déjà... » **(homme, 18-35 ans, ouvrier)**

« François Bayrou, heu... il parle pas comme les autres, il a un discours moins techno, j'sais pas si il est pas énarque lui (*rire*), François Bayrou j'aime beaucoup ça manière de s'exprimer, il est plus simple quoi, il est plus simple, voilà quoi » **(homme, 36-47 ans, cadre)**

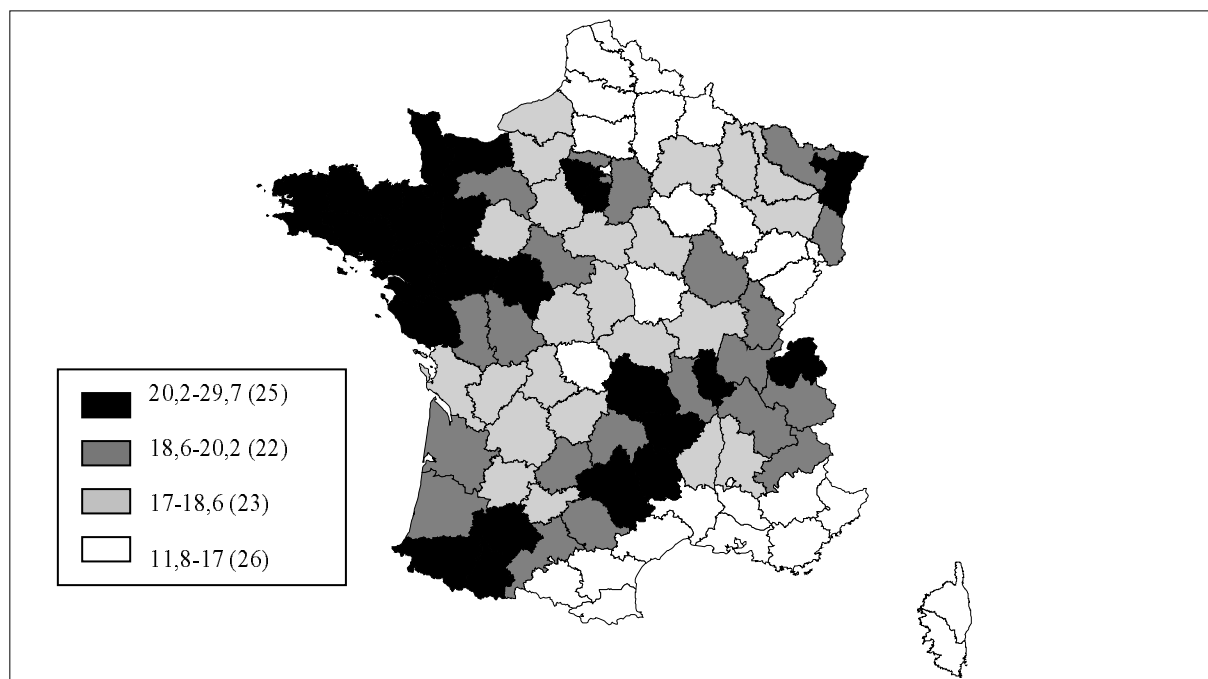
« C'est l'idée d'arrêter aussi tout le temps d'opposer la gauche et la droite, et puis c'est quelqu'un que je crois sincère, et persévérant et moi je suis persévérante aussi dans mes actions, voilà. » **(femme, 60 ans et+, cadre)**

« François Bayrou... il a un discours qui me... qui me plaît dans le sens qu'il dit qu'il faut arrêter toutes ces rivalités, que il y en a marre en France... de la gauche, la droite. Est-ce qu'il y a donc un si grand fossé qui nous sépare d'être de gauche ou de droite... que lui il prétend que la France en pâtît... qu'il va falloir à l'avenir s'unir, mais... pour l'instant... c'est peut-être un visionnaire... visionnaire. Peut-être qu'un jour on sera obligé d'y arriver. » **(homme, 48-59 ans, agriculteur)**

Les résultats du premier tour de la présidentielle sont excellents pour le candidat de l'UDF. Il recueille près de 30% des suffrages dans son département des Pyrénées Atlantiques, 24% en Ile-et-Vilaine, 23,6% dans le département de la Mayenne, 23,4% dans les Hautes-Pyrénées, 23,2% dans le Maine-et-Loire. La géographie des votes – cf. carte ci-dessous – montre une certaine implantation du vote centriste sur quelques zones déjà bien repérées dans les précédents scrutins. En 2002, Pierre Bréchon et Bernard Denni remarquaient quatre zones de force pour l'UDF : l'ouest du Cotentin à la Vendée en passant par la Mayenne ; l'est avec la Lorraine et l'Alsace ; le sud-est du Massif Central et les Pyrénées Atlantiques. En 2007, cette tendance électorale se confirme ; on retrouve des secteurs très marqués par l'UDF avec en plus, des zones de confirmation telles que la région Rhône-Alpes (Haute-Savoie, Savoie, Rhône, Isère, Loire, Ain) et l'Aquitaine avec des départements comme la Gironde et les Landes. Cette géographie souligne que l'électorat Bayrou, même triplé par rapport à 2002, correspond à une implantation centriste relativement pérenne.

Géographie du vote Bayrou au 1^{er} tour de la l'élection présidentielle 2007 (%)

¹⁸ Le programme « Formation du Jugement Politique » mobilise, sous la direction de Bernard Denni, une trentaine de chercheurs du laboratoire CNRS-PACTE à Grenoble et une équipe de recherche du CRPS de Paris 1. Le programme comporte une analyse nationale et locale de la campagne électorale, deux sondages dans quatre territoires de l'Isère et une cinquantaine d'entretiens qualitatifs dans les mêmes lieux. <http://www.pacte.cnrs.fr>



D'un point de vue sociologique, il n'est pas évident de définir le profil type des électeurs. Le candidat centriste n'attire pas plus spécialement les ouvriers que les cadres ou les employés. Selon Nicolas Sauger¹⁹, l'une des caractéristiques majeures de cet électorat réside dans son haut niveau de diplôme. Au lendemain du premier tour, les électeurs centristes ont fait l'objet de toutes les attentions. Leur représentant se trouve dans une situation de choix et de difficulté quant au positionnement politique de son parti. Refusant de donner une consigne de vote, François Bayrou explique qu'il ne votera pas pour Nicolas Sarkozy. Se sentant particulièrement légitime après son score du premier tour, il souhaite pouvoir participer aux enjeux de ce scrutin. Un débat télévisé avec Ségolène Royal aura finalement lieu le 28 avril, non pas sur Canal+ qui au dernier moment a refusé, mais sur BFM TV et RMC. Ce sera l'occasion pour le candidat centriste de montrer qu'il occupe encore pleinement l'espace politique et de concrétiser la rupture avec certains députés de centre-droit souhaitant se représenter dans leur circonscription où ils avaient été précédemment élus avec les voix de la droite. Quelques jours plus tard, Gilles de Robien déclare que « François Bayrou quitte le navire et abandonne ses troupes en rase campagne (...) Le fait qu'il monte sa petite boutique ne nous empêchera pas de garder l'UDF et ses valeurs »²⁰.

S'agissant du report de voix des électeurs centristes au second tour de la présidentielle, Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré expliquent que « la variable la plus discriminante est celle de l'âge. Parmi les électeurs de Bayrou de moins de 35 ans, le vote Royal est fortement majoritaire. Chez ceux de plus de 35 ans, le partage est beaucoup plus équilibré pour devenir majoritairement en faveur de Nicolas Sarkozy parmi les plus de 65 ans »²¹. Ils ajoutent également qu'en « fin de compte, il est important de relever que le cœur de la « Bayrouie » - ceux de ses électeurs qui se sentent proches de son parti l'UDF - annoncent à une nette

¹⁹ SAUGER, Nicolas, « L'électorat Bayrou décisif pour le second tour », site de TNS-Sofres, 4 mai 2007, <http://2007.tns-sofres.com/interview.php?id=393>

²⁰ *20Minutes avec AFP*, 30 avril 2007.

²¹ JAFFRE, Jérôme, PERRINEAU, Pascal, « La perspective du second tour et l'enjeu de l'électorat Bayrou », CEVIPOF, analyse du PEF2007, 1^{ère} vague 29 mars-21 avril 2007, http://www.cevipof.msh-paris.fr/PEF/2007/V1/rapports/Perspective_2ndTour_PP-JJ.pdf

majorité un vote Sarkozy (48% contre 25% à Mme Royal). Il y a là un gain net pour le candidat UMP de 500 000 suffrages, soit environ 1,5% des suffrages exprimés ».

Le MoDem : un positionnement partisan difficile

En mars 2007, François Bayrou évoque pour la première fois la possibilité de lancer un « grand parti démocrate » en vue des prochaines législatives. Il est alors au plus haut dans les sondages. Cette perspective partisane se concrétise dans l'entre-deux tour de la présidentielle où est officiellement créé le Parti Démocrate²² qui deviendra le Mouvement Démocrate (MoDem). Le 13 mai, le leader centriste annonce que 50 000 inscriptions au MoDem ont été recueillies sur son site. La préparation de ces élections donne alors à observer des stratégies d'investitures complexes à suivre entre les centristes ralliés depuis 2002 à l'UMP (comme Pierre Méhaignerie ou Philippe Douste-Blazy), les centristes s'émancipant maintenant de l'UDF en soutenant la majorité présidentielle (comme Hervé Morin), les centristes restant dans la mouvance Bayrou (comme Marielle de Sarnez, Jean-Marie Cavada, Anne-Marie Comparini). Un parti se crée, le Nouveau Centre dont Hervé Morin, ancien président du groupe UDF à l'Assemblée et nouveau ministre de la Défense, prend la tête. L'objectif de cette formation – où l'on retrouve entre autres André Santini et François Sauvadet - est d'obtenir suffisamment d'élus pour constituer un groupe parlementaire. Ce parti présente ainsi 84 candidats aux élections. De son côté, le MoDem en présente 535. Au premier tour, le MoDem totalise 7,7% des suffrages mais ne reste présent, au second tour, que sur sept circonscriptions. Le Nouveau Centre recueille 2% des suffrages mais réussit, à l'issue du second tour, à obtenir 23 élus se retrouvant dans un groupe à part entière. A la manière de ce que nous dit Pascal Perrineau et à partir de ce que nous savons sur les logiques respectives des différents types de scrutins, « le MoDem a été victime d'un vote utile (...) Sur 100 électeurs de François Bayrou du premier tour, 28% seulement ont voté pour des candidats du MoDem, 40% pour des candidats de l'UMP, 19% pour des candidats du Parti Socialiste et 28% se sont réfugiés dans l'abstention »²³. L'isolement de François Bayrou ouvre alors une période d'incertitude forte pour l'ancienne UDF qui, transformée en MoDem, aura du mal à résister à l'UMP et à la difficulté d'une identité centriste encore mal consolidée. Les échéances locales à venir (municipales et cantonales en 2008) risquent de ne pas être particulièrement favorables à une formation nouvelle telle que le MoDem. Reste alors la perspective des scrutins de 2009, puis de 2012, pour apprécier la manière dont les dirigeants et les adhérents acquis au discours de François Bayrou vont parvenir à se mobiliser autour de projets porteurs.

²² Cette dénomination de « Parti Démocrate » sera vite abandonnée (au profit de celle de « Mouvement Démocrate ») car elle désigne déjà une formation existant depuis 1981, créée par d'anciens radicaux de gauche dont Michel Grossmann.

²³ Pascal PERRINEAU, « Le MoDem a été victime du vote utile », *Le Monde*, 11.06.07.